



PRIORITES DE LA NOUVELLE MANDATURE EUROPEENNE

100 % libres
...100 % vous !

En matière d'énergie, ce sont les actes qui confirmeront le virage industriel et le pragmatisme annoncés par la Présidente de la Commission européenne

Après les dernières élections européennes et avec le soutien de 401 eurodéputés, Ursula von der Leyen vient d'être confirmée pour un second mandat à la présidence de la Commission européenne. Dans son programme intitulé « le choix de l'Europe » et le « pacte pour une industrie propre » qu'elle promet dans les 100 premiers jours de son mandat, Madame von der Leyen fait de la décarbonation, de la baisse des prix de l'énergie et de l'industrie les priorités de l'Union européenne (UE) en défendant les principes de « *pragmatisme* » et de « *neutralité technologique* ».

Pour la CFE Énergies qui n'a cessé, depuis de nombreuses années et encore lors du dernier congrès d'EPSU, de défendre la neutralité technologique bas carbone et le pragmatisme énergétique, ces priorités vont dans le bon sens. Elles doivent désormais se traduire rapidement en actes concrets et s'inscrivant dans la durée, loin des discours qui ne sont destinés qu'à convaincre les eurodéputés.

Hélas, s'agissant de la baisse des prix, la Présidente de la Commission n'hésite pas à continuer à faire du développement des énergies renouvelables et d'une vision libérale du marché intérieur de l'énergie les clefs de la compétitivité énergétique européenne. Ce faisant, la Commission semble s'entêter à occulter les faits.

La CFE Énergies rappelle qu'aux États-Unis, ce sont les États ayant maintenu monopole, nucléaire et régulation qui bénéficient des prix de l'électricité les plus attractifs et les plus stables, le rappel de ces faits démontant les arguments de ceux qui ne jurent que par la main invisible du marché pour bâtir le projet européen.

La CFE Énergies doute donc que cet absolutisme libéral comme la fuite en avant dans des ambitions démesurées en matière d'énergies renouvelables soient les solutions les plus efficaces pour défendre la compétitivité et la sécurité énergétiques des Européens. Ils ne sont pas non plus la marque d'un retour au pragmatisme énergétique.

N'en déplaise aux édiles bruxellois, l'intérêt général comme la sécurité énergétique imposent que la planification, la régulation, l'intervention publique et le développement de moyens pilotables décarbonés de production d'électricité, reviennent au cœur de l'agenda énergétique européen.

Si la CFE Énergies salue la conversion de la Commission à l'impératif de politique industrielle face aux stratégies industrielles de guerre économique et de protectionnisme des États-Unis et de la Chine, elle attend là-aussi qu'elle passe du discours à des actes concrets et qu'elle fasse preuve de pragmatisme.

Preuve que tout reste à faire, la volonté de la Présidente de la Commission d'élargir le mécanisme d'agrégation aux importations d'hydrogène (H₂) hors UE traduit une stratégie politique libérale faisant la part belle aux importations et qui méconnaît un récent rapport de la Cour des Comptes de l'Union Européenne. Celui-ci dénonce pourtant que les objectifs européens en matière d'H₂ « *ne reposaient pas sur des analyses rigoureuses mais étaient dictés par une volonté politique* », et s'avèrent inatteignables.

En outre, la politique industrielle européenne devrait en principe, dans l'énergie, avoir pour objectif la création d'emplois réellement durables et industriels, y compris dans le secteur des énergies renouvelables (EnR). La CFE Énergies reste pourtant convaincue que la stratégie low cost qui a

aujourd'hui cours partout en Europe favorise les importations d'équipement conçus et fabriqués hors d'Europe, et elle doit d'urgence être abandonnée.

Cela suppose de mettre en place un European Buy Act étendu à tout le secteur énergétique et des critères de contenu local aux appels d'offres EnR, loin des supposés vertus sociales d'une concurrence mondiale guidée par le libre-échange dérégulé. Là encore, la Commission est attendue sur ses actes.

Comme elle l'a défendu dans le manifeste rendu public pour la campagne des élections européennes, la CFE Énergies est convaincue que l'Europe de l'Énergie n'a de sens et d'avenir que si elle est bâtie sur le pragmatisme industriel et énergétique, est ancrée dans les réalités économiques et techniques du secteur de l'énergie comme dans le quotidien de celles et ceux qui le font vivre au quotidien. Elle ne doit pas non plus obéir à des dogmes, concurrentiels ou verts, lesquels, s'ils permettent de briller dans les salons bruxellois, ne suffiront pas à assurer l'avenir énergétique et climatique des Européens.